

SANTÉ

Le SNPSSP défend le secteur public

Les syndicats du secteur de la santé réagissent l'un après l'autre au décès d'une parturiente dans la wilaya de Djelfa. Dans un communiqué rendu public hier, le Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP) dit vouloir se démarquer «du catastrophisme de ceux qui veulent faire de ce malheureux événement le procès du secteur public de santé».

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le syndicat rappelle dans son communiqué que l'Algérie est un pays à forte natalité, avec une mortalité maternelle incompressible ne serait-ce que du fait du fort contingent de grossesses à haut risque que cela implique.

«La mortalité maternelle en Algérie, si elle reste encore élevée pour un pays disposant de nos moyens, connaît une baisse régulière le long de ces dernières années, et cela est à porter au crédit des efforts de tous les personnels de santé impliqués

depuis le suivi de la grossesse jusqu'à son issue, personnels dont les conditions d'exercice particulièrement difficiles sont maintenant de notoriété publique et auxquels tous se doivent de rendre hommage», souligne encore le communiqué.

Le SNPSSP dit déplorer que les faits ayant entouré ce décès ayant donné à penser qu'il y avait négligence de la part des professionnels, des sages-femmes et une gynécologue aient fait l'objet d'une procédure pénale. Le syndicat souligne aussi qu'il suit avec

toutes les parties concernées depuis le premier jour de cette mise en détention provisoire qui concerne entre autres l'une de ses adhérentes, «au mieux des intérêts de celle-ci».

«Malgré la dure épreuve endurée par cette dernière et ses collègues, nous restons confiants en un aboutissement de cette procédure conforme au droit et au sens de la justice», écrit le SNPSSP qui dit déplorer «la surenchère à laquelle se livrent certaines parties, en exploitant cette affaire à des fins qui leur sont propres» les professionnels de la santé, estime le syndicat, doivent contenir le débat concernant l'amélioration à la fois des conditions de travail des personnels et de l'amélioration du fonctionnement des établissements hospitaliers dans les cadres professionnels idoines.



Photos : DR

Un secteur en quête de réhabilitation.

«Il reste encore beaucoup de défis à relever, pour améliorer aussi bien les services rendus à la population que nos conditions socioprofessionnelles, il faut s'y

atteler tous ensemble avec sérénité, dignité et responsabilité», propose le syndicat des praticiens spécialistes.

S. A.

COMMUNIQUÉ

Madame Taous Ameyar vous convie à une conférence de presse le mercredi 16 août 2017 à 13 h à la Maison de la Presse Tahar Djaout, au siège du Syndicat national des journalistes (SNJ) pour un point de situation concernant la SARL Omnium Maghrébin de Presse (OMP), editrice du quotidien *La Tribune*.

ACCÈS À LA FORMATION PARAMÉDICALE

Le secteur de la santé ouvre près de cinq mille places pédagogiques

Le ministère de la Santé ouvre quatre mille huit cents places pédagogiques pour l'accès à la formation dans les filières paramédicales et sages-femmes au titre de l'année 2017-2018 pour les nouveaux bacheliers.

Les inscriptions pour l'accès à l'une de ces deux formations ont été ouvertes depuis hier et

s'étaleront sur une période de vingt jours. M. Fiala Abdelkader, intérimaire à la Direction de la formation au ministère de la Santé, a expliqué que les nouveaux bacheliers qui peuvent prétendre à l'une de ces deux formations sont ceux issus de la filière sciences expérimentales et maths techniques pour l'accès à une formation paramédicale, infirmiers, sages-femmes, manipulateurs de radiologie, kinésithérapeutes ou

hygiénistes. Pour les nouveaux bacheliers ayant poursuivi une filière littéraire, ils peuvent s'inscrire pour accéder à une formation comme assistant social ou assistant médical.

La durée de la formation dans ces différentes spécialités est de trois ans. Par contre, le cursus de la formation de sage-femme est de cinq ans.

S. A.

DES JEUNES SAHRAOUI À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU POLISARIO :

«Nous voulons une lutte armée pour notre indépendance»

Les dirigeants du Polisario et de la RASD dénoncent régulièrement le statu quo dans lequel est imbriqué le dossier concernant la revendication de leur droit à l'autodétermination.

Le jeudi 10 août, intervenant lors de la cérémonie d'ouverture de la 8^e université que les deux instances citées plus haut organisent à Boumerdès (10 au 25) en direction de leurs militants et cadres, le Premier ministre de la RASD, Abdelkader Taleb Omar, fustigeait précisément le statu quo et le comparait à une situation intenable.

D'aucuns disent que cette position de fermeté du gouvernement sahraoui est destinée à calmer une jeunesse de plus en plus impatiente d'en découdre avec la partie marocaine. Au quatrième jour de ce conclave de formation politique, nous avons questionné quelques jeunes participants venant des territoires occupés et ce, parmi ceux qui pourraient devenir les futurs dirigeants ou cadres du Sahara Occidental et Rio de Oro. Ils ne se font aucune illusion. Ils pensent en effet, que le moment est venu de sortir de ce cercle vicieux fait de ni guerre ni paix et d'aller carrément à la lutte armée.

Plus prudent, N. Laroussi, 25 ans, journaliste dans les territoires occupés, estime que l'ONU a échoué à imposer un référendum

sur la destinée politique que voudrait choisir le peuple sahraoui. Pour lui, les jeunes Sahraouis sont prêts à l'éventualité d'un combat armé.

«L'Organisation des Nations Unies veut imposer le référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui. Encouragé par la France, son allié et son protecteur, le royaume marocain persiste dans son refus. Concernant votre question, je pense que le peuple sahraoui, les jeunes en particulier, est prêt à reprendre les armes pour notre indépendance totale et sa liberté dans le cas où le Maroc persiste dans sa politique d'escalade. Notre peuple vit de grandes difficultés faites de marginalisation et d'exploitation illégale des ressources naturelles. Les Sahraouis n'ont pas un minimum de droits mais le militantisme des jeunes est de plus en plus important.»

Plus direct, Brahim K. 22 ans, étudiant, venant également des territoires occupés, est un militant acquis à une rupture avec le combat pacifique des anciens. Il dira notamment : «La situation de ni guerre ni paix que subit la jeunesse sahraouie la pousse à entrevoir une solution militaire. La



Abdelkader Taleb Omar, Premier ministre de la RASD.

majorité des jeunes sahraouis des territoires occupés préconisent la lutte armée à l'intérieur des territoires occupés. Cette idée de lutte armée est construite sur les expériences vécues par la révolution algérienne ou les autres mouvements de libération dans le monde. La libération des peuples colonisés a été, tout le temps, le résultat des luttes armées, des révolutions et de grands sacrifices.»

Les nouvelles générations veulent exercer de la contre-violence légitimée par la répression féroce

Sûr de lui et de son choix du moyen de la lutte pour l'indépendance de son pays, il insistera sur son choix. «Les jeunes préconisent le harcèlement constant de l'occupant comme le font les Palestiniens par l'Intifadha. Il y a

actuellement une confrontation intellectuelle entre la génération passée et la génération montante pour le choix des moyens de lutte contre le colonisateur.» Pour lui, s'il y a une violence de l'occupant, l'autodéfense par l'usage de la contre-violence est légitimée par la répression féroce de l'occupant marocain, le vol des ressources naturelles et la négation culturelle. «Le jeune de maintenant veut la dignité, la liberté et la justice sociale. Ces objectifs ne seront atteints que dans un pays indépendant où la liberté de son Etat et celle de ses citoyens sont garanties. Devant l'impasse dans laquelle se trouve notre recherche d'indépendance, nous, jeunes Sahraouis, optons de plus en plus pour une position radicale contre la violence sous toutes ses formes qui s'exerce contre nous.

Le jeune Sahraoui n'exclut plus la contre-violence légitime. Je vous rappelle que l'occupant marocain exerce sur nous de la violence sous plusieurs formes, il n'y a pas un foyer sahraoui sans un détenu politique, un martyr ou une victime de la répression. Nos femmes militantes sont humiliées dans la rue et leur dignité bafouée. Où sont les droits de l'Homme ?» Il revient sur la violence qu'exerce le Maroc sur la population du Sahara Occidental pour asséner une autre fois : «Je ne parlerais pas uniquement de l'occupation militaire mais aussi de l'occupation culturelle et économique. Les jeunes Sahraouis des territoires occupés ne subissent pas uniquement de la répression, plus encore, ils subissent d'autres difficultés notamment le chômage, la violence culturelle. Même les campings d'été au bord des plages leur sont interdits.» Et de conclure : «Les jeunes veulent une véritable révolution et une lutte armée. Les anciens militent pacifiquement par le biais de manifestations de rue non violentes et d'autres actions politiques pacifiques et attendent, par ailleurs, que l'ONU leur vienne en aide pour arracher les droits de notre peuple. Nous n'avons plus leur patience.»

Abachi L.